

***L'épreuve du confinement dans les quartiers populaires
en France: un analyseur de l'inertie des inégalités
socio-spatiales d'éducation***

**A provação do confinamento em bairros populares na França:
uma análise da interação das desigualdades socioespaciais
na educação**

***La prueba del encierro en los barrios populares de Francia:
un analizador de la interacción de las desigualdades
socioespaciales en la educación***

Choukri Ben Ayed

Université de Limoges, Limoges – França

Najat Bentiri

Psychologie Accompagnement Transculturalité Éducation 34 (Pacte 34), Montpellier – França

Résumé

Cet article repose sur une enquête réalisée par observation participante durant toute la période du confinement dans un quartier populaire français¹. Celui-ci a pour particularité d'être en proie à de grandes difficultés sociales et économiques ainsi qu'à une défaillance patente des services publics, dans et en dehors de l'école. L'article étudie le vécu des populations durant le confinement au regard de la grande fragilité des services publics à commencer par l'école qui n'est pas parvenu à assurer la continuité pédagogique. Il insiste sur l'impact psychologique, sanitaire et économique des populations les plus vulnérabilisées aboutissant même à des formes de détresse prononcées dont les séquelles sont toujours perceptibles après le confinement.

Mots-clés: confinement, vulnérabilité sociale, services publics.

Resumo

Este artigo se baseia em uma pesquisa realizada por meio de observação participante, durante todo o período de confinamento, em um bairro francês de classe trabalhadora¹. O bairro é caracterizado por grandes dificuldades sociais e econômicas e uma clara falta de serviços

públicos, tanto dentro quanto fora da escola. Este artigo examina as experiências da população, durante o período de confinamento, em termos da fragilidade dos serviços públicos, começando pelas escolas, que não conseguiram garantir a continuidade da educação. Ele enfatiza o impacto psicológico, de saúde e econômico sobre os setores mais vulneráveis da população, levando até mesmo a formas pronunciadas de angústia, cujos efeitos posteriores ainda são perceptíveis após o confinamento.

Palavras-chave: confinamento, vulnerabilidade social, serviços públicos.

Resumen

Este artículo se basa en un estudio realizado mediante observación participante durante todo el periodo de reclusión en un barrio popular francés¹. El barrio se caracteriza por grandes dificultades sociales y económicas y una clara falta de servicios públicos, tanto dentro como fuera de la escuela. Este artículo examina las experiencias de la población durante el periodo de confinamiento en cuanto a la fragilidad de los servicios públicos, empezando por la escuela, incapaz de garantizar la continuidad de la enseñanza. Destaca el impacto psicológico, sanitario y económico en los sectores más vulnerables de la población, que llegó incluso a formas de angustia pronunciadas, cuyas secuelas aún son perceptibles después del confinamiento.

Palabras-clave: confinamiento, vulnerabilidad social, servicios públicos

1 Introduction

Cet article constitue une restitution d'un des volets de la recherche sur la mise en œuvre des politiques éducatives et les inégalités dans le contexte de la pandémie du Covid-19 (dossier Fapesp 2021/08719-0), consacré à la France. Il rend compte, par le biais d'une méthodologie d'observation participante, des conditions du vécu du confinement dans un quartier populaire précarisé dans une grande ville de France¹. Il met en exergue l'impréparation institutionnelle tant des services de l'Éducation nationale que des services sociaux.

Cet article, au plus proche du terrain, sur la durée de l'ensemble du confinement et après, permet d'apporter une contribution à une réflexion sur les politiques éducatives à mener dans un contexte similaire afin d'assurer la continuité pédagogique, ainsi que sur les contacts avec les enfants et les familles, et de prendre en compte les situations d'urgence sanitaires, économiques et sociales.

Le quartier étudié a pour particularité d'être en proie à de grandes difficultés sociales et économiques ainsi qu'à une défaillance patente des services publics, dans et en dehors de l'école. Ces défaillances nous les avons documentées dans plusieurs recherches antérieures au confinement.

¹ Le quartier du Petit-Bard dans la ville de Montpellier.

L'observation participante a été réalisée par Najat Bentiri, co-auteurice de cet article, qui exerçait lors du confinement en tant que psychologue sur le quartier au titre de l'association PACTE 34 (Bentiri, 2021). Elle était ainsi en première ligne auprès des habitants palliant, à son corps défendant, la défaillance des services publics.

La crise qu'ont connu les quartiers populaires durant la période du confinement, s'inscrit dans une très longue période marquée par la dégradation des services publics, une exacerbation des inégalités, des difficultés d'accès aux services de santé, la montée de la précarité économique, des trafics et de la délinquance. Ces constats ont été étayés, non seulement par des sociologues, mais également par de nombreux rapports officiels (Cour des comptes, rapports parlementaires, etc.). Le quartier étudié ici est particulièrement emblématique de cette situation avec un taux de pauvreté supérieur à 58 %. Depuis de longues années, les collectifs d'habitants dénonçaient la dégradation du bâti, des écoles, la ségrégation urbaine scolaire. Ils nourrissaient, et nourrissent toujours, le sentiment d'être des laissés pour compte de la République.

1.1 Comment s'est manifestée l'impuissance des services publics dans le quartier du Petit-Bard durant le confinement ?

La première observation marquante, durant la période de confinement dans le quartier, est que les habitants manquaient de tout : alimentation, pertes de revenus, habillement, conditions sanitaires, etc. La seconde observation est que le confinement a été une expérience particulièrement éprouvante en raison de la faible taille des logements, la chaleur, la promiscuité, avec des familles souvent nombreuses. La troisième observation renvoie, à la promesse gouvernementale non-tenue de la « continuité pédagogique » alors que le nombre d'élèves scolarisés dans les écoles du quartier est loin d'être négligeable.

Les écoles du Petit-Bard comptent plus de 700 élèves scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires avec une très forte concentration d'élèves descendants de l'immigration, notamment marocaine, qui pour une part non négligeable, ceux d'arrivée récente, ne maîtrisent pas la langue française. Cela n'empêche pas les parents d'élèves d'être exigeants et pro-actifs à l'égard de l'école comme en témoignent leurs mobilisations nombreuses pour lutter contre la ségrégation scolaire avant le confinement. Les parents d'élèves sont organisés en collectif structuré et sont familiers d'une prise de parole publique, sans disposer néanmoins des moyens matériels et des connaissances leur permettant d'assurer « l'école à la maison ».

La symbolique de l'engagement des parents d'élèves à l'égard de l'école est que ce

sont les parents d'élèves qui, dès le début du confinement, ont interpellé les directeurs et directrices des écoles, afin de connaître les modalités de la continuité pédagogique. L'élément central de cette continuité pédagogique était en effet la liaison numérique nécessitant non seulement la constitution d'une plate-forme internet, mais, surtout une possibilité d'accès par la possession de matériel informatique dans les foyers. Or, la première alarme lancée par les parents était précisément que la plupart des foyers ne sont pas munis d'ordinateurs, ni même d'une connexion internet. Le seul outil numérique est le téléphone portable des enfants. Mais, par principe, ils sont les seuls à pouvoir le lire, et les parents ne peuvent être parents/enseignants à la maison dans une telle situation.

C'est là que les allants de soi du ministère touchent leurs limites : penser la pédagogie à distance, « la continuité pédagogique », sur le modèle des classes moyennes ou supérieures avec une connexion internet optimale, une compréhension des ressources pédagogiques en ligne, une capacité à mettre les élèves au travail. Pour clarifier en forçant à peine le trait, le parent idéal de la « continuité pédagogique » serait l'enseignant lui-même.

1.2 L'impréparation institutionnelle

Cet exemple matérialise une impréparation institutionnelle, surtout en direction des populations les plus vulnérables. Prenons un exemple : les parents d'élèves du quartier du Petit-Bard avaient connaissance de l'existence du Centre National d'Éducation à Distance (CNED), qui organise des enseignements sur des plates-formes numériques, pour le compte du Ministère de l'Éducation Nationale.

Nul ne s'est interrogé pour savoir si le CNED pouvait apporter une contribution à la « continuité pédagogique ». Ce sont les parents d'élèves eux-mêmes qui ont interpellé les directions des écoles sur la possibilité d'accéder à la plate-forme du CNED. Dans les secteurs favorisés, les directeurs d'écoles avaient transmis, dès la veille du confinement, les instructions et les codes du CNED, il n'en fut rien au Petit-Bard. Seule une école a transmis les codes du CNED, et ce plus d'un mois après le début du confinement à une parent d'élève, sans savoir quel usage elle a pu en faire et sans que ces codes ne soient communiqués aux autres habitants du quartier. Au Petit-Bard, les directeurs d'école semblaient en effet n'avoir qu'une connaissance superficielle du CNED et de son potentiel rôle dans la « continuité pédagogique » et n'en n'ont donc fait aucune promotion auprès des familles, non par négligence ou incompetence, mais parce qu'ils n'en n'ont pas eux-mêmes été informés par les services de l'Éducation nationale.

1.3 Se prendre en charge soi-même lorsque l'*empowerment* devient une question pratique

C'est ici que le quartier du Petit-Bard retrouve ses spécificités, celles d'un quartier où les parents, même sans compétences scolaires, sont très mobilisés. Il a acquis, depuis de nombreuses années, avec l'appui d'un réseau associatif dense des compétences en matière d'*empowerment* qui ne renvoient pas ici à un concept universitaire abstrait, mais à une réalité pratique. C'est ainsi le champ associatif, en lien avec les parents, qui ont pallié aux carences des institutions, notamment l'Espace Parentalité Écoles de PACTE 34, où exerçait Najat Bentiri, et l'association ESPOIR 34, œuvrant dans le champ de l'aide à la parentalité et créée à une initiative des parents du quartier.

Quelles furent les initiatives mises en place ? La première était de rompre avec une vision technocratique d'écoles tentant d'assurer une continuité pédagogique avec l'ensemble des élèves du quartier. Les deux associations ont ainsi initié l'idée de constituer des groupes plus restreints, par les plateformes Whatsapp et Zoom, par classe et par école, pour les élèves et les parents rencontrant le plus en difficulté leur donnant des repères pour aider leurs enfants. Ces plateformes numériques ont également permis des interactions, des échanges, des réseaux d'entraides entre les familles et les élèves eux-mêmes donc une communication horizontale et non verticale.

Sur le plan pédagogique les séances de visioconférences étaient limitées afin de ne pas accentuer la charge mentale sur les élèves et leurs familles. Malgré ces dispositifs certains enseignants, pour des raisons diverses (souffrance, décrochage, isolement), n'ont assuré aucune continuité pédagogique accentuant les inégalités scolaires durant la période du confinement. Certains enseignants ont également assuré quelques heures de permanences dans les écoles, en remettant des documents imprimés aux parents pour ceux qui n'avaient aucun accès aux ressources numériques. Cependant, la difficulté pour ces parents est que, même avec des documents imprimés, une partie des enseignements repose sur des connaissances implicites (Pourtois, 2010) dont sont très inégalement dotés les parents d'élèves notamment ceux ne maîtrisant pas la langue française.

1.4 L'espace domestique en milieu précaire : un objet négligé

Peu de travaux de recherche se sont intéressés à la configuration des espaces domestiques en milieu populaire en lien avec le travail scolaire des enfants, mis à part les travaux de Bernard Lahire (1995). Il montrait que l'une des conséquences d'un faible capital

culturel, et surtout économique, était le manque d'espace de travail dans les appartements dédié au travail scolaire. C'est souvent le lieu de vie commune, la table de cuisine, ou du salon, qui faisait pour certains enfants office d'espace de travail provisoire, précaire et inadapté, dérangés par les vas et vient, le bruit et la promiscuité.

C'est d'ailleurs cette réalité qui explique en partie le succès de l'implantation des structures d'accompagnement à la scolarité à l'initiative des associations. Ces lieux permettent d'externaliser les tensions liées au travail scolaire en dehors du foyer familial aux enfants de disposer d'un espace de travail adapté et surtout calme (Glasman, 2001). La situation du confinement a bien évidemment contribué pour les familles populaires à accentuer cette réalité de la promiscuité dans les espaces domestiques.

Comment « tenir » pour travailler durant une période indéfinie, lorsque l'on ne dispose pas d'un espace de travail dans la maison ? Il fut particulièrement difficile dans le cas de familles ayant plusieurs enfants. Cette situation rendait impossible toute forme de « continuité pédagogique » telle qu'idéalisée par le ministère. Le contexte difficile vécu dans les foyers n'était pas lié uniquement au travail scolaire. Ce sont cumulés plusieurs préjudices, parmi ceux-ci le problème de l'alimentation.

Durant la première semaine, des institutions caritatives comme les Restaurants du cœur ou le Secours populaire², qui viennent habituellement en aide aux populations nécessiteuses, étaient fermées en raison du confinement. Signe de l'impuissance de l'État et de son impréparation, celui-ci était dans l'incapacité de distribuer lui-même des colis alimentaires d'urgence. Ce sont les enseignants, sur leurs ressources personnelles, ou par des appels aux dons, qui se sont organisés pour fournir les familles en denrées alimentaires essentielles en s'approvisionnant dans des épiceries sociales³.

1.5 Confinement et accompagnement social

De nombreuses familles du quartier ont dû faire face à d'autres difficultés. Nombre d'entre elles, avant le confinement, n'étaient pas référencées par les services sociaux, en raison de leur méconnaissance des procédures administratives ou d'un certain désœuvrement face aux complexités de l'administration. Durant le confinement, les services sociaux étaient très difficiles à joindre, les permanences physiques et téléphoniques étaient suspendues. En

² Les Restaurants du cœur et le secours populaire sont des associations non gouvernementales créées en France pour venir en aide aux populations les plus nécessiteuses notamment dans le domaine de l'aide alimentaire et vestimentaire.

³ Il s'agit également de structures sociales associatives non-gouvernementales.

ajoutant le fait que nombreuses de ces familles ne maîtrisaient pas le français, les relations avec les services sociaux n'ont pu s'établir, livrant les populations à elles-mêmes. La solidarité s'est ainsi davantage organisée par réseaux de voisinage.

Cependant, ces initiatives spontanées n'étaient pas en mesure de contenir les considérables conséquences psychologiques liées au confinement. Les souffrances exprimées étaient liées au caractère brutal, inattendu du confinement entraînant un sentiment de sidération, d'isolement, source d'une forte détresse psychologique. Celles les plus visibles étaient la perte de repères dans le temps et dans l'espace, des craintes à l'égard du monde extérieur, au point de ne pas utiliser les permissions de sortie.

Les actions de Najat Bentiri ont consisté à essayer d'endiguer ces peurs, à rassurer, à garder le contact, ce qui ne fut pas facile en raison de l'interdiction de pénétrer dans les foyers. Ce suivi a donc été réalisé principalement par téléphone. Elle tentait par ce biais, et non sans difficultés, de traiter les troubles et comportements anxieux. Dans certains cas, elle contactait des médecins afin qu'ils se rendent auprès des familles. Dans d'autres, elle essayait de gérer des situations conflictuelles au sein des familles, en soutenant les parents dépassés par la situation des enfants ne supportant plus la situation du confinement. Ne serait-ce que par le biais du téléphone la promiscuité était palpable.

Les parents, lorsqu'ils souhaitaient échanger de façon confidentielle, le faisaient depuis les toilettes ou la salle de bain. La détresse des parents était amplifiée en raison de leur incapacité à venir en aide scolaire à leurs enfants. Il s'agissait alors de les aider à trouver des occupations pour les enfants tels que des jeux, du bricolage ou de la cuisine, afin de leur éviter de sombrer dans l'ennui.

1.6 La fracture numérique

Le point central, comme nous l'avons évoqué précédemment durant le confinement, était celui de la fracture numérique qui matérialise l'un des aspects les plus flagrants des inégalités de capitaux économiques entre les familles. Les élèves, privés d'outils informatiques, ne pouvaient accéder aux classes virtuelles que par des outils inadaptés comme leurs téléphones portables. Pourtant, le ministère en charge de la politique de la ville avait annoncé que deux millions d'euros étaient alloués aux quartiers populaires pour lutter contre la fracture numérique. Celle-ci fait également partie des thématiques du Projet Educatif Territorial de la ville (PET). Les constats de terrain effectués ont montré que ces moyens ne sont jamais arrivés dans le quartier. Parmi les élèves scolarisés, 160 familles ont été identifiées comme ne possédant pas de matériel informatique.

L'absence d'outils numériques n'a pas de conséquences uniquement scolaires, mais constitue un considérable obstacle pour l'effectuation des démarches administratives dématérialisées aggravant ainsi le non-recours aux droits sociaux des populations les plus précarisées (Warin, 2017). La lutte contre la fracture numérique a reposé sur les ressources du quartier avec la mise à disposition de matériel informatique par l'association ESPOIR 34 et le soutien du mécène le Cercle Mozart⁴. Cependant, ces aides ont permis de ne couvrir que 3 % des besoins du territoire.

Ces nombreux effets délétères du confinement ne sont pas propres au quartier étudié dans cet article, mais ont concerné nombre de quartiers semblables sur le territoire national. Durant le confinement, l'ancien Directeur de l'enseignement scolaire (Dgesco) du Ministère de l'Éducation Nationale, Jean Paul Delahaye, auteur d'un rapport qui a fait date sur la pauvreté à l'école (Delahaye, 2015), a publié une tribune dans le journal *Libération* sous forme d'alerte (Delahaye, 2020). Dans celle-ci il montrait comment le confinement constituait, pour reprendre ses termes : « une catastrophe » pour les enfants pauvres. Il insistait sur l'isolement des populations, sur le leurre que constituait dans les quartiers populaires la « continuité pédagogique », ayant davantage contribué à exacerber leur conscientisation de leur situation de pauvreté, ainsi que le manque de protection et de reconnaissance par les institutions publiques laissant des populations livrées à elles-mêmes (Paugam, 2008).

1.7 Les enseignements du confinement

Même si l'enquête par observation participante s'est centrée sur un seul quartier, elle permet ainsi de tirer, selon nous, des enseignements de portée plus générale. L'association PACTE 34 a pris l'initiative d'administrer des questionnaires, aux habitants du quartier à la fin du confinement (administration directe). Il en ressort des éléments particulièrement préoccupants. Après la réouverture des écoles, seulement 10 % des élèves du quartier y sont retournés. Le quartier lui-même est resté comme figé, avec peu de circulation d'habitants. Les échanges directs avec les habitants ont permis de comprendre cet état de fait. Persistaient en effet de grandes inquiétudes quant à la situation sanitaire. Cela explique également pourquoi les familles n'ont pas souhaité que leurs enfants retournent à l'école quitte à prendre le risque d'un important décrochage scolaire.

⁴ Le Cercle Mozart est une association de mécénat non-gouvernementale qui vient en aide aux populations des quartiers populaires

La remobilisation scolaire est ainsi devenue un enjeu de taille, tant pour les enfants que les parents. À nouveau celle-ci n'a pas été pensée institutionnellement. C'est l'association PACTE 34 qui s'en est saisie en interpellant le délégué du préfet, le coordinateur de territoire de la ville, le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale (Dasen). Cette interpellation ne concernait pas uniquement la remédiation scolaire, mais également un autre sujet de forte préoccupation des familles du quartier. Celui-ci étant composé principalement de familles marocaines, elles n'ont pu se rendre durant une période longue au Maroc en raison de la fermeture des frontières.

Les familles du quartier passent habituellement les grandes vacances scolaires au Maroc : qu'en serait-il si elles ne peuvent quitter le territoire national ? Si les vacances au Maroc n'étaient pas envisageables, comment occuper les enfants dans le quartier après une si longue période de confinement ? Cette problématique n'a pas été anticipée par les pouvoirs publics. Aucun programme spécifique n'était prévu pour les enfants devant demeurer dans le quartier durant les grandes vacances d'été, les capacités d'accueil dans les structures éducatives étaient insuffisantes et peu adaptées. Cette situation contrastait avec les discours du Ministère de l'Éducation Nationale faisant la promotion du dispositif des « vacances apprenantes », afin de permettre aux enfants d'avoir des activités de loisirs estivales et de rattraper leur retard scolaire. Celui-ci n'a jamais vu le jour dans le quartier étudié.

C'est l'association PACTE 34 qui s'est mobilisée pour offrir aux habitants des grandes vacances agréables avec peu de moyens et sans aides de l'État. Les activités proposées étaient notamment des stages de « prévention petite enfance » en direction des familles avec le concours d'enseignants volontaires, de poètes, d'artistes, d'orthophonistes, de psychologues.

À ces stages s'ajoutaient des activités de soutien à la parentalité ainsi que des activités d'ouverture culturelle. Sur le plan scolaire, en partenariat avec les équipes pédagogiques, un repérage des élèves les plus en difficulté et en décrochage a été effectué. Il leur a été proposé, en plus des activités ludiques (sorties, pratiques sportives), des activités autour de la maîtrise du langage, des activités sensori-motrices. Pour les élèves les plus jeunes, scolarisés en classes élémentaires, des stages spécifiques leur étaient proposés animés par des professionnels (enseignant spécialisés, psychologues, éducateurs, animateurs) qui intervenaient bénévolement. Ces stages avaient pour contenu des activités de remobilisation scolaire, des séances consacrées à restaurer l'estime de soi, à l'ouverture culturelle, des pratiques sportives, la découverte du patrimoine culturel régional.

1.8 Confinement et inégalités

Sociologiquement, les conditions du confinement sont apparues comme un puissant révélateur des inégalités multidimensionnelles. Sur le territoire étudié, il a mis également au jour l'impréparation institutionnelle, mais également les capacités de mobilisation des habitants et du champ associatif.

Au-delà de la période du confinement, cet engagement soulève une question centrale : celle de la reconnaissance et de la légitimité pleine et entière des habitants des quartiers populaires, afin qu'ils puissent « exister politiquement », pour reprendre l'expression d'Abdelmalek Sayad (1985), ou en d'autres termes qu'ils ne soient pas (plus) des « oubliés de la République ».

Si la participation des habitants est fortement encouragée par les pouvoirs publics, notamment dans les quartiers populaires, celle-ci est en temps ordinaire le plus souvent instrumentalisée, contournée, et peu considérée, si ce n'est réprimée (Talpin, 2016). L'expérience du confinement et la façon dont les habitants en lien avec le champ associatif local devraient permettre de documenter empiriquement les capacités de mobilisation des habitants, leur expertise citoyenne, sans légitimer l'abandon des habitants les chargeant eux-mêmes de résoudre toutes les difficultés auxquelles ils sont confrontés, sans bénéficier de la reconnaissance et des soutiens financiers nécessaires.

2 Conclusion

Cette étude localisée a permis de montrer le vécu et les conséquences particulièrement difficiles de la période du confinement : l'abandon du quartier par les pouvoirs publics, la situation particulièrement tendue de promiscuité dans des logements exigüe et avec des températures élevées, la rupture de l'accompagnement social par les institutions d'État, engendrant une précarité alimentaire, vestimentaire.

L'un des traumatismes vécus par les familles était la perte de revenus, lorsque les pères ou les mères ne vivaient que d'emplois précaires empêchés en raison du confinement. Parmi les conséquences du confinement, certaines étaient plus aiguës que d'autres comme celle de fracture numérique. L'absence d'ordinateurs dans les logements empêchait l'accès aux droits sociaux et, pour les enfants, le suivi du peu de séances de « continuité pédagogique » assurées par quelques enseignants eux-mêmes en grande difficulté durant le confinement. La conséquence a été le décrochage scolaire de nombreux enfants, l'incapacité des parents à leur venir en aide scolaire, voire tout simplement à les occuper lorsque l'ennui

est devenu une réalité quotidienne particulièrement pesante.

Les conséquences cumulatives de l'ensemble des effets délétères ont été les effets sur la santé mentale. L'état de santé perçu constitue un indicateur clé des inégalités sociales et territoriales en matière de santé. Les données disponibles (ONPV⁵, 2019) ont montré une nette disparité entre les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et ceux résidant dans d'autres quartiers. En effet, seulement 46 % des habitants en QPV⁶ durant la période du confinement ont estimé être en « bonne » ou « très bonne santé », contre 69 % dans les autres quartiers, soit une différence de 14,7 points.

Ces écarts concernaient particulièrement les femmes et les jeunes, deux groupes sociaux particulièrement vulnérables face aux déterminants sociaux de la santé. Dans le cadre de la recherche Fapesp (2022), une évaluation subjective de la santé a été réalisée auprès de 145 habitants des quartiers du Petit Bard et des Cévennes (145 femmes, âge moyen de 39 ans). Cette enquête a mis en lumière des disparités significatives en matière de santé mentale et de bien-être, directement liées aux conditions socio-économiques et environnementales (chômage, cadre de vie, conditions de travail, précarité...).

Les résultats de cette recherche menée dans les quartiers du Petit Bard et des Cévennes illustrent encore davantage ces disparités : plus de 80 % des habitants de ces quartiers déclarent ne pas être en « bonne » ou « très bonne santé ». Cette situation alarmante souligne la nécessité d'une approche contextualisée et participative pour répondre aux enjeux de santé dans ces territoires.

Références

BENTIRI, N. Continuité pédagogique, fracture numérique et inégalités: les oubliés de la République. In: AYED, C B. *Grande pauvreté, inégalités sociales et école*. Sortir de la fatalité. Paris: Berger Levrault, 2021.

DELAHAYE, J, P. *Grande pauvreté et réussite scolaire*. Le choix de la solidarité pour la réussite de tous. Relatório apresentado à Ministra da Educação Nacional, do Ensino Superior e da Pesquisa, mai. 2015. Disponível em: <https://www.education.gouv.fr/grande-pauvrete-et-reussite-scolaire-le-choix-de-la-solidarite-pour-la-reussite-de-tous-8339>. Acesso em: 15 jan. 2025.

DELAHAYE, J, P. Le confinement. Une catastrophe pour les enfants pauvres. *Libération*, 1 abr. 2020. Disponível em: https://www.liberation.fr/debats/2020/04/01/le-confinement-une-catastrophe-pour-les-enfants-pauvres_1783813. Acesso em: 15 jan. 2025.

⁵ Observatoire National de la Politique de la Ville.

⁶ Quartier en Politique de la Ville.

GLASMAN, D. *L'accompagnement scolaire*. Sociologie d'une marge de l'école. Paris: PUF, 2001.

LAHIRE, B. *Tableaux de famille*. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires. Paris: Seuil ; Gallimard, 1995.

PAUGAM, S. *Le lien social*. Paris: PUF, 2008. (coll. «Que sais-je?»)

POURTOIS, J, P. *L'éducation implicite*. Paris : PUF, 2010.

SAYAD, A. Exister, c'est exister politiquement. 1ère partie, Pour une défense des droits civiques des immigrés. *Presse et Immigrés en France*, n. 135, p.11, nov. 1985.

SAYAD, A. Exister, c'est exister politiquement. 2ème partie, Les droits civiques pour une plus grande justice *Presse et Immigrés en France*, n. 136, p. 14, dez.1985.

TALPIN, J. Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires. *Métropolitiques*, 22 fev. 2016. Disponível em: <https://metropolitiques.eu/Une-repression-a-bas-bruit-Comment-les-elus-etouffent-les-mobilisations-dans.html>. Acesso em: 15 jan. 2025.

WARIN, P. *Le non-recours aux politiques sociales*. Grenoble: PUG, 2017.

Agradecimentos

Os autores agradecem o apoio financeiro da Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado de São Paulo (Fapesp) à pesquisa “Implementação de Políticas Educacionais e Desigualdades frente a Contextos de Pandemia pelo Covid-19” (processo número 2021/08719-0).

Revisão de texto: Dayse Ventura Arosa

Submetido em: 03/04/2025

Aprovado em: 01/09/2025